

**Demandes de comparution devant le
Comité sénatorial permanent des finances nationales
au sujet du projet de loi C-113
(Par date de réception)**

	#	Groupe ou personne	Réception de la demande
Non	1	Solidarité populaire Québec	Le 17 mars 1993
Oui	2	Mouvement Action-Chômage de Montréal	Le 17 mars 1993
Oui	3	Action Travail des femmes	Le 19 mars 1993
Non	4	Au bas de l'échelle	Le 22 mars 1993
Non	5	Mouvement Action Chômage de Longueuil	Le 23 mars 1993
Non	6	Les Centres de femmes du Québec	Le 23 mars 1993
Non	7	Centrale de l'enseignement du Québec	Le 23 mars 1993
Non	8	Regroupement des chômeurs et chômeuses de l'Abitibi-Témiscamingue	Le 25 mars 1993
Non	9	Conseil des travailleurs et travailleuses du Montréal métropolitain	Le 26 mars 1993
Non	10	Ontario Coalition Against Poverty	Le 29 mars 1993
Oui	11	Congrès du travail du Canada	Le 29 mars 1993
Non	12	United Van Lines (Canada) Ltée	Le 30 mars 1993
Non	13	Prince Edward Island Federation of Labour	Le 30 mars 1993
Non	14	Réseau canadien d'action	Le 30 mars 1993
Non	15	Syndicat des postiers du Canada, section de Toronto	Le 30 mars 1993
Non	16	Labour Council of Metropolitan Toronto and York Region	Le 30 mars 1993
Non	17	Thunder Bay and District Labour Council	Le 31 mars 1993
Non	18	Tremblay, Mme L.	Le 31 mars 1993
Non	19	Les travailleurs des tunnels et de la pierre	Le 31 mars 1993
Non	20	Université du Québec à Montréal	Le 31 mars 1993
Non	21	Métallurgistes unis d'Amérique	Le 31 mars 1993
Non	22	Centre canadien de recherche en politiques de rechange	Le 31 mars 1993
Non	23	Union internationale des opérateurs de machines lourdes, section locale 793	Le 31 mars 1993
Non	24	Association internationale des ponts et charpentes, section locale 97	Le 31 mars 1993
Non	25	National Union of Public and General Employees	Le 31 mars 1993